

Pièce n°1
Rapport de présentation de l'enquête publique
du SAGE Camargue gardoise
Synthèse des textes qui encadrent l'enquête
publique



Table des matières

1. L'enquête publique.....	1
1.1 Objet de l'enquête publique	1
1.2 Textes régissant l'enquête publique du SAGE.....	1
1.3 Les articles de référence du code de l'environnement.....	1
1.4 Composition du dossier d'enquête	2
2. L'articulation entre l'enquête publique et la procédure administrative à mettre en œuvre.....	3
2.1 La commission Locale sur l'Eau (CLE).....	3
2.2 La consultation du public	3
2.3 L'approbation du SAGE	5

Conformément à l'article R.123-8 du Code de l'Environnement (CE), ce rapport présente les textes régissant l'enquête publique et la façon dont cette dernière s'intègre dans la procédure administrative en cours.

1. L'enquête publique

1.1 Objet de l'enquête publique

L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information du public, de recueillir ses appréciations et suggestions. Elle permet de prendre en compte les intérêts des tiers lors de l'élaboration ou la révision du SAGE.

1.2 Textes régissant l'enquête publique du SAGE

Conformément à l'article **L.212-10-II du Code de l'environnement**, les SAGE approuvés selon une procédure antérieure à la LEMA doivent être complétés avec un règlement qui doit être approuvé selon la procédure fixée par l'article L212-6. Cet article précise la procédure administrative de la consultation et d'enquête publique des SAGE, réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Conformément à l'article R.212-40, l'enquête publique est régie par les dispositions des articles **L.123-1 à L.123-19** qui portent sur le champ d'application, l'objet de l'enquête publique, la procédure, le déroulement **et les articles R.123-1 à R.123-27 du Code de l'environnement** qui portent sur le contenu du dossier d'enquête publique spécifique au SAGE.

Conformément à l'article **L.123-3 du Code de l'Environnement**, l'enquête publique est ouverte et organisée par le préfet responsable de la procédure d'élaboration ou de révision.

1.3 Les articles de référence du code de l'environnement

Articles du code de l'environnement régissant l'enquête publique	Objet de l'article
L. 212-6	Obligation de soumission du projet de SAGE à enquête publique Renvoie au chapitre III du titre II du livre 1er du code de l'environnement pour la réalisation de l'enquête publique
L. 123-1 et 2 R. 123-1	Champ d'application et objet de l'enquête publique
L. 123-3 et R. 123-3	Ouverture et organisation de l'enquête
L. 123-4 et R. 123-5	Désignation du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête par le président du tribunal administratif
L. 123-5 et R. 123-4	Personnes susceptibles d'exercer les fonctions de commissaire enquêteur
L. 123-6 et R. 123-7	Possibilité d'organiser une enquête publique unique (sans objet en l'espèce)
L. 123-7 et 8	Communication des informations aux autres concernés Etats (sans objet en l'espèce)
L. 123-9 et R. 123-6	Durée de l'enquête publique
L. 123-10 et R. 123-9 et 11	Information du public avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant cette dernière
L. 123-11	Caractère communicable du dossier d'enquête publique
L. 123-12, R. 123-8 et R. 212-40	Contenu du dossier d'enquête publique
L. 123-13	Modalités de conduite de l'enquête publique par le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête

L.123-14 et R. 123-22 et 23	Suspension de l'enquête publique et enquête publique complémentaire
L. 123-15 et R. 123-19 à 21	Rapport et conclusions motivées du commissaire enquêteur ou la commission d'enquête (délai et contenu)
L. 123-16	Procédure de référé-suspension de la décision prise à l'issue de l'enquête publique
L. 123-17 et R. 123-24	Durée de validité de l'enquête publique et prorogation
L. 123-18	Frais de l'enquête publique
L. 123-19	Renvoie à un décret en Conseil d'Etat pour les modalités d'application du chapitre III
R. 212-40	Renvoie aux articles R. 123-6 à 27 du code de l'environnement pour la conduite de l'enquête publique
R. 123-2	Caractère préalable de l'enquête publique
R. 123-10	Jours et heures de l'enquête publique
R. 123-12	Information des communes
R. 123-13	Observations, propositions et contre-propositions du public
R. 123-14	Communication de documents à la demande du commissaire enquêteur
R. 123-15	Visite des lieux par le commissaire enquêteur
R. 123-16	Audition de personnes par le commissaire enquêteur
R. 123-25 à 27	Indemnisation du commissaire enquêteur

1.4 Composition du dossier d'enquête

Les articles R.123-8 CE et R.212-40 CE fixent la composition du dossier d'enquête publique.

Le dossier d'enquête publique est composé des pièces suivantes :

- Un rapport de présentation ;
- le projet de SAGE : PAGD, règlement et documents cartographiques s'y référant ;
- le rapport environnemental qui inclut l'évaluation des incidences Natura 2000 ainsi que l'avis de l'autorité environnementale ;
- une note présentant les textes régissant l'enquête et la façon dont cette dernière s'intègre dans la procédure administrative mise en œuvre ;
- un bilan de la concertation préalable ou du débat public ou de toute procédure ayant associé la population (dans le cas où aucune concertation n'a eu lieu, le préciser) ;
- les avis recueillis en application de l'article L.212-6 CE (consultation des institutions).

2. L'articulation entre l'enquête publique et la procédure administrative à mettre en œuvre

2.1 La commission Locale sur l'Eau (CLE)

Suite à de nombreuses réunions de présentation et de consultation des acteurs du territoire, le projet du SAGE Camargue Gardoise (PAGD, règlement et cartes associées) ainsi que l'évaluation environnementale associée ont été approuvés par la CLE le 6 mars 2018. Cette étape marque le lancement de la procédure de consultation des institutions.

Le projet de SAGE a ensuite été adressé pour avis au conseil régional, au conseil départemental, aux chambres consulaires, aux communes, aux EPCI, EPTB et aux syndicats compétents en matière de gestion des milieux naturels conformément à l'article L. 212-6 du CE ainsi qu'au Comité de gestion des poissons migrateurs (COGEPOMI) conformément à l'article R. 436- 48 du CE et au Comité de bassin.

Parallèlement, le projet de SAGE et l'évaluation environnementale ont été transmis pour avis à l'autorité environnementale, conformément à l'article L.122-7 du CE.

Le délai de réponse minimum était de 4 mois sauf pour le comité de bassin qui n'a en pratique pas de délai pour rendre son avis.

Tous les avis ont été recueillis et analysés, des propositions de modifications du projet de SAGE ont été faites (confère pièce n°8 et 9). Ces éléments ont été présentés lors du bureau de CLE du 18 septembre 2018.

2.2 La consultation du public

Ouverture de l'enquête publique (articles R.123-3, R.123-5 et 6 CE)

Suite à la demande de la CLE par le président de la CLE, le préfet de département saisit le tribunal administratif qui doit nommer dans un délai de 15 jours un commissaire enquêteur. Au moins 15 jours avant l'ouverture de l'enquête et après concertation avec le commissaire enquêteur, un arrêté du préfet précise les conditions d'ouverture et d'organisation. Cette enquête dure généralement 30 jours.

Information du public (articles R.123-11 et R.123-12 CE)

L'avis est publié sur le site internet de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête. Le préfet désigne les lieux où cet avis doit être publié par voie d'affiches, et éventuellement, par tout autre procédé. Cet avis est publié quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute sa durée.

Pour le SAGE Camargue gardoise, c'est le préfet du Gard qui est l'autorité compétente.

Dans la presse locale :

L'avis d'enquête publique est publié deux fois dans 2 journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département concerné :

- 15 jours au moins avant le début de l'enquête et
- dans les 8 premiers jours de l'enquête.

Par voie d'affiches :

15 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute sa durée, cet avis est publié par voie d'affiches dans chacune des communes sur le territoire desquelles l'opération doit avoir lieu. Les caractéristiques et dimensions de ces affiches sont indiquées dans l'arrêté du 24 avril 2012 pour les avis des enquêtes mentionnées à l'article R.123-11 du CE. Le maire s'acquitte de cette procédure.

Par voie électronique :

le préfet communique au public par voie électronique au plus tard à la date d'ouverture de l'enquête les éléments concernant l'enquête publique.

Information des communes

Un exemplaire du dossier soumis à enquête est adressé sous format numérique pour information, dès l'ouverture de l'enquête, au maire de chaque commune sur le territoire de laquelle le projet est situé et dont la mairie n'a pas été désignée comme lieu d'enquête.

Pour le SAGE Camargue gardoise, les communes concernées sont au nombre de 11. Un dossier papier sera consultable dans les lieux de permanence définis.

Un dossier numérique sera transmis aux communes du territoire qui en feront la demande. Par ailleurs, le dossier d'enquête publique sera consultable sur le site du syndicat Mixte pour la protection et la gestion de la Camargue Gardoise (<http://www.camarguegardoise.com/>) et sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.democratie-active.fr/enquete-sage-camargue-gardoise/>

Observations du public

Selon l'article R.123-13 du CE, le public peut consigner ses observations, propositions et contre-propositions directement auprès du commissaire enquêteur par voie orale ou écrite, sur le registre tenu à leur disposition dans chaque lieu où est consultable le dossier, ou bien par courrier ou via le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.democratie-active.fr/enquete-sage-camargue-gardoise/>.

Clôture de la consultation du public

A l'expiration du délai d'enquête, le commissaire enquêteur clôt l'enquête publique après réception des registres d'enquête (article R.123-18 du CE).

Dans la huitaine, il rencontre le responsable du projet et lui communique les observations écrites et orales dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet dispose d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles (article R.123-19 modifié par décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011).

Le commissaire enquêteur transmet au préfet le dossier avec le ou les registres et pièces annexées, ainsi que le rapport et les conclusions motivées dans un délai d'un mois. Une copie du rapport et des conclusions motivées est transmise simultanément au président du tribunal administratif.

Le Préfet adresse alors à son tour copie du rapport et des conclusions (article R.123-21) :

- au Président de la Commission Locale de l'Eau,
- à la mairie de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête publique,
- une version peut également être consultable sur le site Internet de la Préfecture, si l'avis d'ouverture de l'enquête a été publié sur ce site.

Ces éléments sont rendus publics pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

2.3 L'approbation du SAGE

Validation par la CLE

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur sont transmis à la Commission Locale de l'Eau et sont mis à disposition sur le site internet de la structure porteuse pour y être tenus disposition du public pendant une durée d'un an.

Le projet de SAGE peut éventuellement être modifié pour tenir compte des avis et observations exprimés lors de l'enquête publique. Il est alors adopté par une délibération de la CLE, conformément aux articles L.212-6 et R. 212-41 du CE.

Approbation par le préfet

Cette délibération de la CLE est transmise au Préfet responsable de la procédure, qui peut demander des modifications. La CLE dispose alors de deux mois pour donner son avis.

A l'issue de la procédure, le SAGE est approuvé par un arrêté préfectoral conformément aux articles L.212-6 et R.212-41 du CE).

Enfin, l'arrêté préfectoral approuvant le SAGE prévu par l'article R.212-42 CE, accompagné de la déclaration prévue par l'article L.122-10 CE seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gard et feront l'objet d'une mention dans au moins un journal régional ou local diffusé dans le département concerné. Ces publications indiqueront les lieux ainsi que l'adresse du site internet où le SAGE pourra être consulté.

Le SAGE sera également transmis aux maires des communes intéressées, au président du conseil départemental, du président du conseil régional, des chambres de commerce et d'industrie territoriales, de la chambre d'agriculture du Gard, du comité de bassin Rhône Méditerranée ainsi qu'au préfet coordonnateur de bassin Rhône Méditerranée.